

N° DP 25/187

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES - PROJET COPAINS : "COLLECTION-PATRIMOINE-INSERTION" - 6 500 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/75 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de 6 500 euros (2 500 € en fonctionnement et 4 000 € en investissement) dans le cadre du projet COPAINS : volet maraîchage bio, en 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention à TPM de l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises de 8 000 euros (3 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement) en 2025 au titre de la compétence Développement Economique, pour un budget prévisionnel total de 75 356 euros,

CONSIDERANT que depuis 1978, l'île de Porquerolles abrite les vergers de collections variétales, un patrimoine naturel exceptionnel rassemblé au fil des ans par le Conservatoire Botanique national Méditerranéen de Porquerolles et le Parc national de Port-Cros, et que ces centaines d'espèces d'arbres (Oliviers, figuiers, mûriers...) sont garantes d'une biodiversité unique et de l'identité de notre territoire,

CONSIDERANT que l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises créée en 1991 et agréée par l'Etat « entreprise solidaire d'utilité sociale » met en place des projets d'insertion par l'activité économique dans le domaine de la préservation et la valorisation de l'environnement,

CONSIDERANT qu'en 2014, les collections sont devenues un support à l'insertion sociale et professionnelle : le Parc national ayant souhaité confier l'entretien et la valorisation de celles-ci à l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises,

CONSIDERANT que du partenariat entre les trois structures est né le projet COPAINS (COLlections PATrimoine INSersion), projet exemplaire porteur de sens et générateur de liens, s'appuyant sur les 3 piliers du Développement Durable (social, économique, environnemental),

CONSIDERANT qu'en 2017, l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises a lancé une activité de maraîchage en culture biologique : les produits récoltés sont vendus frais ou transformés, et en 2019 une activité de transformation des produits commercialisés en circuit court,

CONSIDERANT que l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises intervient depuis décembre 2021 dans le cadre d'une Délégation de Service Public avec le Parc National de Port Cros, sur différentes missions agro-écologiques, l'insertion sociale pour les activités agricoles, la contribution au développement des circuits courts,

CONSIDERANT que certaines difficultés empêchent le développement de l'activité agricole : présence de ravageurs, de champignons pathogènes, l'accès à l'eau restreint, la présence de faisans,

CONSIDERANT que l'Association, malgré les difficultés de production et financières souhaite poursuivre cette activité bien implantée sur Porquerolles en 2025 en mettant en œuvre les actions proposées par le Cabinet « Potagers & compagnie » suite à l'audit effectué en 2024,

CONSIDERANT que la remise en culture de parcelles sur l'Île de Porquerolles en agriculture vivrière biologique ainsi que la vente directe de produits locaux s'inscrivent dans les objectifs majeurs du Projet Alimentaire de Territoire de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que le soutien depuis 8 ans de la Métropole, apporte un appui financier à un projet qui d'une part répond à des enjeux agricoles et alimentaires pour le territoire et d'autre part contribue à un réseau social et solidaire, avec une forte implantation locale et un large soutien des habitants de l'île,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises en vue de l'attribution d'une subvention de 6 500 euros (2 500 € en fonctionnement et 4 000 € en investissement) dans le cadre du projet COPAINS : volet maraîchage bio, soit 8,60 % maximum du budget total réalisé, pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette dépense sera imputée au Budget Principal 2025 :

- 2 500 € : article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312 pour le fonctionnement,
- 4 000 € : article 20421 – opération 1147 – Fonction 6312 pour l'investissement.

La présente Décision sera

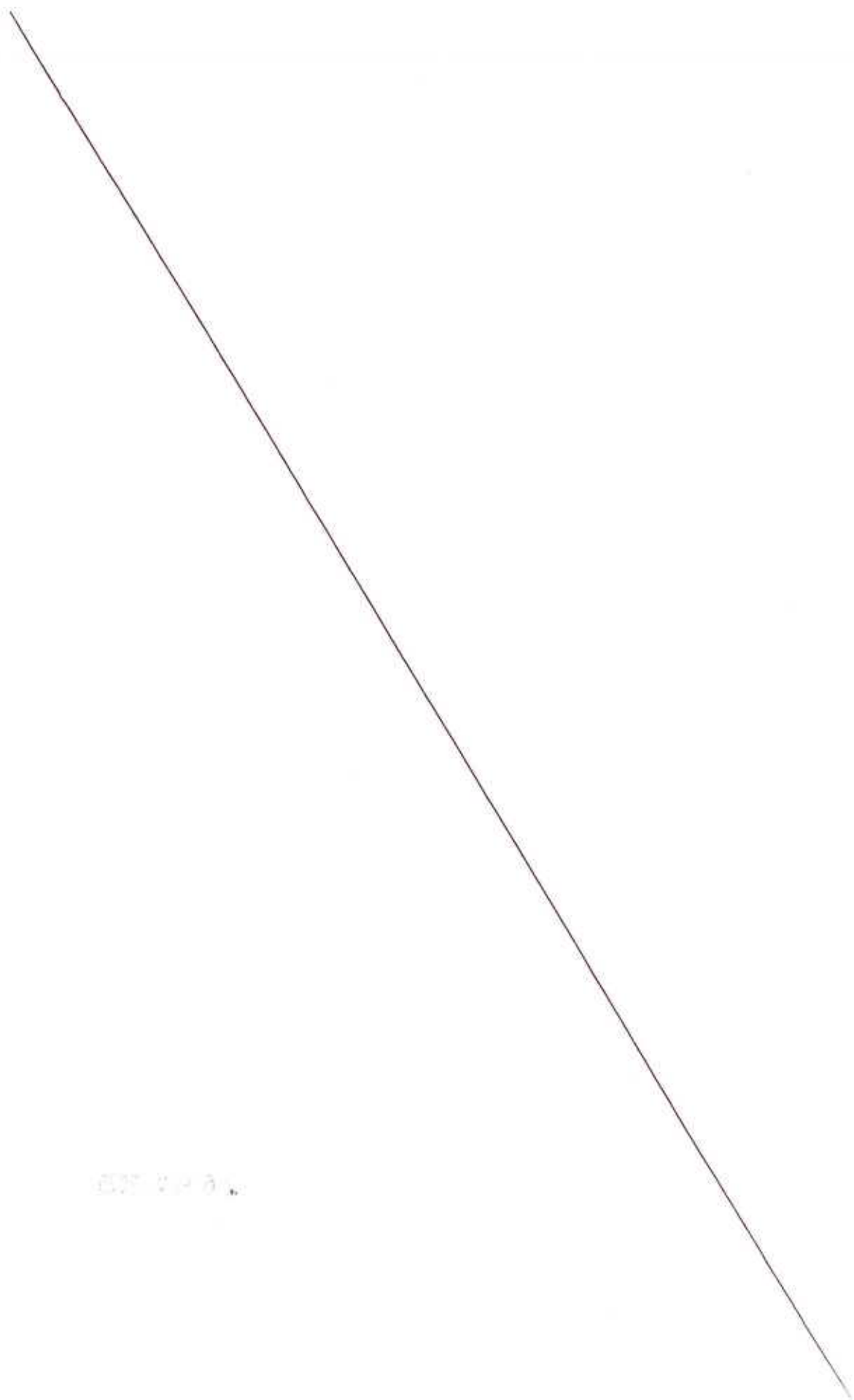
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





1000 1000 1000



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES

PROJET COPAINS : Collections-PATrimoine-INSertion

Poursuite de la mise en culture biologique
de 1 hectare de terre sur l'Île de Porquerolles

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 25 / du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES, ayant son siège social, à Giens, Espace Janus, 363, chemin de l'Estanci – HYERES les Palmiers, représentée par son Président **Patrick DESPINOY**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association Sauvegarde des Forêts Varoises a été créée en 1991 et agréée par l'Etat entreprise solidaire d'utilité sociale. Elle met en place des projets d'insertion par l'activité économique dans le domaine de la préservation et la valorisation de l'environnement.

L'Association est basée à Hyères et agit principalement sur l'est du territoire métropolitain.

Un travail de près de 40 ans a permis au conservatoire botanique de Porquerolles et au Parc National de Port-Cros de rassembler des collections variétales de figuiers, muriers et oliviers sur l'île de Porquerolles et de préserver ce patrimoine identitaire du terroir.

En 2014, dans le cadre de son engagement sociétal, le Parc national de Port-Cros a souhaité confier l'entretien de ces collections à l'Association Sauvegarde des Forêts Varoises.

Dans un souci de développement de l'activité, et notamment pour assurer des ressources complémentaires à la structure, l'Association a développé en 2017 une activité de maraîchage bio sur l'île de Porquerolles : Le projet COPAINS, et en 2019 une activité de transformation des produits.

La remise en culture de parcelles sur l'île de Porquerolles en agriculture vivrière biologique et la vente directe de produits locaux s'inscrit dans des objectifs majeurs du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) de la Métropole : la stratégie foncière agricole de reconquête des friches et d'installation d'exploitation durable, l'augmentation de la production agricole BIO de qualité encore insuffisante au regard de la demande, le soutien aux circuits-courts de distribution, la lutte contre le gaspillage alimentaire grâce à l'atelier de transformation qui permet de valoriser les surplus de récolte en bocaux et de limiter les pertes. L'activité maraîchère de La Sauvegarde des Forêts Varoises rencontre des difficultés de production, ne permettant pas d'atteindre un équilibre budgétaire, et nécessitant des investissements pour perdurer.

L'Association sollicite la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE sur la compétence Développement Economique « soutien à l'activité agricole » pour 3 000 euros en fonctionnement et 5 000 euros en investissement pour la protection des cultures.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,

- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES à hauteur de 2 500 euros pour la poursuite du projet COPAINS et à hauteur de 4 000 euros en investissement pour les actions prévues dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025 :

- 2 500 € imputation 65748 – opération 1147 – Fonction 6312 pour le fonctionnement
- 4 000 € imputation 20421 – opération 1147 – Fonction 6312 pour l'investissement.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 8,60 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **6 500 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

1. Pour le fonctionnement :

- Un acompte de 70 %, soit **1 750 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **750 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

- Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

2. Pour l'investissement :

- Un acompte de 70 %, soit **2 800 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **1 200 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - Un compte-rendu financier de l'investissement réalisé en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact de l'investissement subventionné,
 - Les factures acquittées liées à l'investissement signées par le Président et le Trésorier,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<div>Pour L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORETS VAROISE</div> <div>Le Président Patrick DESPINOY</div>	<div>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</div> <div>Le Président Jean-Pierre GIRAN</div>
--	---

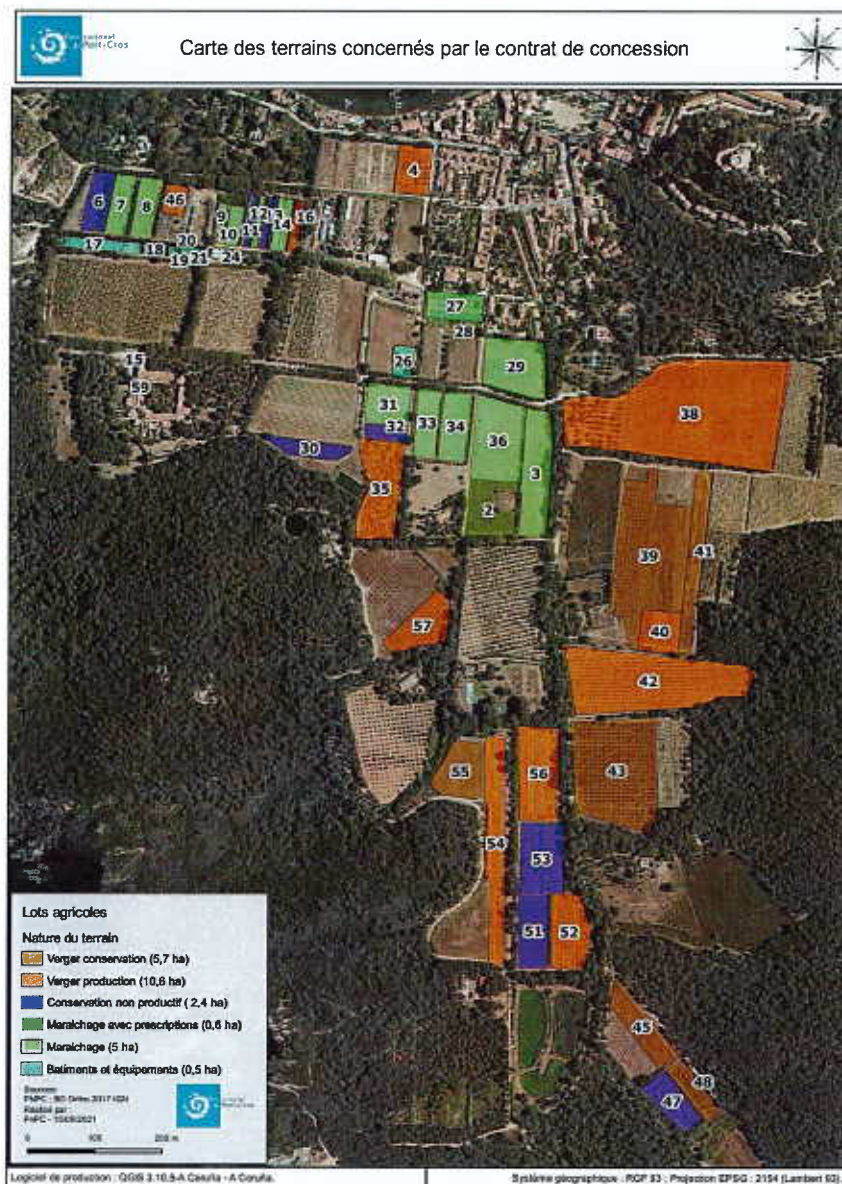
ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'Association intervient depuis décembre 2021 dans le cadre d'une Délégation de Service Public avec le Parc national de Port-Cros qui consiste aux missions suivantes :

- L'amélioration et l'entretien des vergers conservatoires et autres collections de ressources génétiques
- La mise en valeur agroécologique des vergers de production et des terrains concédés en maraîchage, dans le respect de l'ensemble des enjeux environnementaux, notamment la biodiversité et la qualité des sols
- Le recrutement et l'accompagnement d'un personnel en insertion sociale, pour les activités agricoles
- La contribution au développement des circuits courts entre producteurs et consommateurs
- La participation à l'accueil du public.



L'Association SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES intervient actuellement sur l'entretien des vergers conservatoires. Le cœur du projet est de mettre à terme 17 ha de collections variétales de figuiers, oliviers et mûriers au service de l'insertion socioprofessionnelle.

L'activité maraîchère est effective sur moins de 1 ha dont une parcelle en agroforesterie et devait atteindre à terme 5 ha. Augmenter les surfaces cultivées permettrait de générer une production plus importante et agir ainsi sur le Chiffre d'Affaires pour atteindre l'équilibre financier. Malheureusement, l'association se heurte à des problèmes récurrents sur les cultures qui empêchent le développement de l'activité : présence de ravageurs, de champignons pathogènes, présence de population de faisans qui picorent les légumes ...

Les produits sont vendus en circuit-courts : vente directe sur l'île, foires et magasins bio. L'idée est de développer économiquement une filière bio spécifique aux variétés anciennes et de faire découvrir ces variétés de terroir à la population locale et aux visiteurs de l'île, en valorisant la biodiversité cultivée. La diversité des fruits et légumes se retrouve également dans les produits transformés qui se déclinent dans une gamme « gourmande » en fonction des spécificités

• 2017 : une première année difficile

L'équipe était composée de 8 salariés polyvalents et d'un encadrant agriculteur pour le maraîchage.

Les productions étaient essentiellement bio spécifiques aux variétés anciennes. Même si la période d'exploitation a été courte, le bilan était plutôt positif. Le Chiffre d'Affaires, lié uniquement à la vente de légumes frais, s'est fait sur 4 mois et il était de 18 500 €, ce qui confirme le potentiel de vente sur la période estivale.

• 2018 : des ajustements nécessaires

1 - Les avancées :

- Un nouveau maraîcher a débuté le 20 novembre 2017
- Le Parc national de Port-Cros a investi durant l'hiver dans un dispositif de récupération d'eau de pluie (2 citernes de 50 m³). En complément, d'autres mesures ont été prises pour sécuriser l'approvisionnement en eau (Bassin de réserve, compteurs d'eau)
- Les chasseurs ont été mis à contribution pour chasser les faisans des parcelles maraîchères et des conques remplies d'eau vont être disposées en bout de parcelles pour permettre aux faisans d'étancher leur soif sans avoir à venir picorer les légumes.
- Un DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) a été signé avec AGRIBIOVAR durant le 1^{er} semestre pour le volet technique, la stratégie commerciale et les calculs de prix de revient/prix de vente : Bilan de situation et ajustements
- Le plan de culture 2018 a été élaboré en tenant compte de l'expérience 2017 et a été amélioré pour éviter les ruptures ou la surproduction de légumes et les prix ont été ajustés.
- Le réseau de Cocagne est également venu en appui à la structure (Technique, vente, commercialisation, communication)
- Une parcelle en agroforesterie a été développée sous forme de vergers-maraîchers dès 2018.
- Le Parc national a investi (86 000 €) dans un laboratoire modulaire et son équipement qu'il met à disposition. Il est opérationnel depuis 2019.

Récolte : 3,5 Tonnes de légumes et 700 bouquets d'herbes aromatiques

2 - Les produits transformés

Depuis 2016, plusieurs recettes de confitures ont été réalisées à partir de 4 variétés de figes distinctes (Figes blanches, panachées, violettes et grises) ainsi qu'oranges et pastèques. En 2018, la gamme de produits a été élargie aux soupes, coulis et ratatouille.

• 2019 : une année encourageante

Une trentaine de légumes et herbes aromatiques différentes ont été cultivées sur environ 2 ha, dont la parcelle en agroforesterie. **7,613 tonnes de légumes et 384 bouquets d'herbes aromatiques ont été récoltés.**

1 - La commercialisation :

Le point de vente sur l'île accueille les habitants de l'île (350 à l'année) et les personnes de passage avec des fluctuations de fréquentation au cours de l'année qui influent sur les jours d'ouverture : 1 fois/semaine d'octobre à mai, jusqu'à 3 fois/semaine en juillet et août.



- Quelques **restaurateurs de l'île** mettent les produits à l'honneur sur leur carte.
- La participation à **des événements locaux** : semaine du développement durable, foires, marchés artisanaux, de Noël...permettent de vendre les produits transformés.
- Les produits sont également mis en vente par différents partenaires : Maison du Parc et Villa Carmignac à Porquerolles, boutique « Essence Ciel » à La Valette, Hôtel Almanarre plage,....

• 2020 : une augmentation des productions

Récolte : **8 T 619 Kg de légumes et 533 bouquets d'herbes aromatiques**

2 - La production

- La production a augmenté d'environ 1 Tonne, mais elle reste encore incertaine et insuffisante sur certaines productions (échalotes, haricots, choux, pois fèves, radis ...).
- Un deuxième point d'encaissement permet de fluidifier les ventes et respecter la distanciation sociale sur le point de vente.
- Un système de paniers commandés à l'avance permet d'éviter l'affluence.
- 17 magasins proposent les produits transformés sur tout le Département du Var
- Une e-boutique a été mise en place en septembre 2020.

• 2021 : une année décevante

Récolte : **9 T 368 Kg de légumes et 671 bouquets d'herbes aromatiques**

La production a augmenté d'environ 1 Tonne, mais cette augmentation n'est pas suffisante au regard des moyens supplémentaires mis en œuvre : Recrutement d'une ouvrière agricole saisonnière, augmentation de la surface cultivée, augmentation de la fertilisation, ...

Selon le réseau Cocagne, 1 € de semences achetées doit générer 10 € de CA ; pour 1 € de semences, 4,86 € de CA (5,36 € de CA en 2020)

Par le biais du plan de relance, l'Association a fait l'acquisition d'un triporteur électrique pour assurer les livraisons de paniers sur le village et sur le port.



1 Les produits transformés

La transformation concerne une partie des fruits issus des vergers de collection et des légumes récoltés sur l'île. La gamme de produits BIO est vendue sous la marque « les jardins de Porquerolles » déposée en 2019 : gelée de mûres, de figues, de mandarines, chutney, pickles, caviar d'aubergines...

La transformation des produits s'inscrit dans un processus visant à réduire les pertes de fruits ou légumes qui ne peuvent être vendus frais. Elle permet de réguler les excédents liés aux pics de production des produits et à l'irrégularité des ventes.

Les produits sont porteurs de la marque « Esprit Parc National » depuis 2019, marque engagée dans le respect de l'environnement et de protection des territoires, privilégiant l'économie locale. La gamme s'est développée avec une vingtaine de produits proposés contre 5 en 2018, en épicerie salée et sucrée et l'huile d'olive.



	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Légumes récoltés et transformés	6T 800	7T 615	8 T 619	9T 368	8T 540	8 T 119	7 T 241 Kg*

*Bilan au 30 Nov 2024

• 2022 : une baisse de la production

Plusieurs facteurs expliquent cette baisse :

- distribution d'eau interrompue d'octobre 21 à mars 22 en raison de travaux sur le réseau
- Pas de lieu de stockage adapté à la conservation des légumes
- 80% de la production saccagée par les faisans (melons, tomates, concombres, pois, fèves, courgettes)
- irrégularité dans la production : ruptures et surproduction de légumes
- amélioration du réseau de distribution d'eau (besoins satisfaits durant période estivale)
- bitunnel abandonné (semis engrais verts depuis fin 2021) : trop de problèmes sanitaires dans un sol épuisé. - Réflexions sur sa remise en service et démarches en cours pour implantation d'un nouveau bitunnel

- développement des engrais verts intercalaires d'hiver majoritairement avec semences paysannes locales avec 2 objectifs : augmentation de la biomasse et lutte contre cypérus et chiendent.



Évolution de la charte graphique avec intégration d'un code barre et mise en avant de la marque « esprit parc »

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 30 Nov
Fruits et légumes frais	31 229 €	36 006 €	44 865 €	36 226 €	32 977 €	40 663 €	38 653 €
Produits transformés	15 263 €	18 456 €	32 478 €	43 791 €	43 791 €	38 938 €	58 807 €
Plants	1 508 €	493 €	701 €	583 €	530 €	70 €	-
Totaux	48 000 €	54 955 €	75 044 €	83 086 €	77 298 €	79 671 €	97 460 €

• 2023 : une baisse de la production malgré les actions mises en place

- Réduction de la surface cultivée en maraîchage pour une meilleure maîtrise de l'activité
- Mise en place d'actions visant à favoriser l'amélioration des sols / Compost
- Renforcement des actions visant à protéger les cultures des faisans
- Projet de jardin avec petits fruits : framboises, groseilles, ... et vigne de table
- Exploration du volet animation / diversification des ressources.

Les équipes ont semé et planté une trentaine de légumes et herbes aromatiques différentes sur environ 5000 m², dont la parcelle en agroforesterie.

La récolte s'élève à **8 T 119 kg de légumes et 334 bouquets d'herbes aromatiques**.

La production est inférieure au volume produit en 2022 (- 420 kg), sur la même période, en revanche le Chiffre d'Affaires est supérieur au CA en fin d'année 2022 (+ 6 576 €), ce qui constitue un indicateur positif.

Des filets anti-oiseaux ont été installés au-dessus des tomates, afin de protéger les cultures des faisans.

• 2024 : Réduction de la surface exploitée et audit d'un cabinet expert : Potager & Compagnie

Malgré les efforts pour optimiser la production et la commercialisation des produits, l'équilibre financier du projet à Porquerolles n'est toujours pas atteint, ce qui fragilise à la fois le projet Porquerolles, mais également l'équilibre de la structure.

Dans ce contexte tendu, les administrateurs ont décidé de faire appel à un cabinet extérieur (Potagers & Compagnie) pour analyser les activités agricoles sous différents angles (agricole, économique, RH, commercial, ...). A l'issue de ce diagnostic (6 mois), le cabinet a proposé des scénarios à l'Association pour poursuivre les activités sans mettre en danger la structure.

Afin de réduire les charges, l'Association a fait le choix de ne pas remplacer les 2 encadrants qui n'étaient plus en activité. L'activité maraîchère a été réduite en conséquence.

En 2024, il a été constaté une baisse des ventes sur le point de vente à Porquerolles et une baisse des commandes des revendeurs mais une augmentation des commandes d'entreprises pour les salariés.

LES PERSPECTIVES 2025

1 Retour sur Audit « Potagers et Compagnie »

Sur l'activité de maraîchage, les problèmes majeurs empêchant une évolution du CA tiennent à l'absence de surfaces couvertes pour les cultures maraîchères et à la prédation des faisans. Le Parc national conduit les démarches pour obtenir l'autorisation d'implantation d'un tunnel et doit également en assurer le financement. Dans le meilleur des cas, le tunnel sera opérationnel dans 2 ans.

Quant aux faisans, sans régulation de la population, le seul moyen de s'en protéger est la pose de filets sur les cultures. Le système n'est cependant pas la panacée, car les coûts de mise en place sont élevés et la présence de filets sur les cultures a un impact important sur l'organisation en augmentant le temps de travail dédié à l'entretien des cultures.

2 Amélioration des sols

L'audit pointe également la nécessité de faire des apports massifs de matière organique dans les sols, très sableux.

La priorité 2025 sera donnée aux travaux d'amélioration du sol avec l'apport de compost (30 T/ha) et le semis d'engrais verts.

3 Moyens humains

Tant que l'Association n'a pas de serre pour sécuriser les cultures, les administrateurs ont fait le choix de ne pas recruter en 2025. Deux encadrants quittent la structure en 2024 ; ils ne seront pas remplacés.

Il restera donc un encadrant pour gérer les activités de maraîchage et d'arboriculture.

4 Production

L'année 2025 sera conduite avec une baisse des surfaces maraîchères cultivées, afin de mettre en adéquation les moyens humains déployés sur le terrain et les besoins.

5 Commercialisation

Le réseau de distribution existant sera maintenu car il permet de vendre la totalité des légumes, sur le continent et sur l'île.

6 Aménagements

Les travaux de restauration des bâtiments du Parc national ont pris beaucoup de retard. Au 30 novembre, toujours pas accès aux locaux destinés à l'accueil des salariés (vestiaires, sanitaires...) ni au laboratoire de transformation.

7 Protection des cultures

Afin de faire face à la prédation des faisans sur les cultures, il va être aménagé en 2025 une structure de protection avec des filets et des piquets.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	3 481	Production vendue	10 458
Matière 1 ^{ère} et fournitures			
Emballages/Étiquettes			
Eau, électricité, carburant			
Fournitures administratives			
Petit équipement - Outillage			
ACHAT Filets	10 000 €	Subvention Investissement (Agriculture)	5 000 €
Services extérieurs	2 557	Subventions d'exploitation	56 747
Locations mobilières et immobilières		Etat (PAC)	1 000
Entretien - Réparations		Conseil Départemental	16 176
Assurances		TPM Fonctionnement (Agriculture)	3 000
Documentation		TPM PV - COPAIN	5 000
		TPM Contrat de ville	168
		TPM Pacte solidarité	1 853
		Commune Hyères - Contrat ville	450
		L'Agence de services et de paiements (emplois aidés)	21 477
		Aides privées (fondations)	7 623
Autres services extérieurs	4 867	Produits exceptionnels	2 814
Rémunérations intermédiaires			
Publicité-Publications			
Déplacements Missions et réceptions,			
Services bancaires			
Charges de personnel	40 679		
Dotations aux amortissements	13 772	Produits financiers	337
TOTAL dépenses	75 356		75 356

La subvention de 6 500 € représente 8,60 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

